

Cohen, Stephen F., Rabinowitch, Alexander et Sharlet, Robert (Eds.). *The Soviet Union since Staline*. Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1980, 352 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 14, numéro 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701490ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701490ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Romer, J.-C. (1983). Compte rendu de [Cohen, Stephen F., Rabinowitch, Alexander et Sharlet, Robert (Eds.). *The Soviet Union since Staline*. Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1980, 352 p.] *Études internationales*, 14(1), 194–196. <https://doi.org/10.7202/701490ar>

Tunisie et solliciter des appuis à la cause algérienne devant l'ONU. Alors que l'insurrection intérieure, condamnée à la clandestinité et confrontée avec les forces considérables de la répression, subissait souvent des revers, l'action extérieure put se déployer librement et, bénéficiant d'une conjoncture internationale favorable, remédier aux échecs intérieurs et jouer un rôle décisif dans la victoire finale. En lutte contre l'impérialisme, le FLN évitait cependant l'alignement sur l'un ou l'autre des deux blocs, comme en témoignent les relations particulièrement chaleureuses avec la Yougoslavie de Tito; les rapports avec Moscou demeurent longtemps assez distants, le gouvernement soviétique voulant ménager la France en raison de sa politique vis à vis de l'OTAN. La Chine, dont les Algériens admiraient la révolution paysanne, apporta, en revanche, un soutien sans réserve et fut l'un des premiers États à reconnaître officiellement le GPRA. En Afrique, le FLN sollicite l'appui des nombreux nouveaux États; fort du prestige que lui confère sa longue lutte contre la France, il préconise de poursuivre la décolonisation et de promouvoir l'unité africaine. Vis à vis du monde arabe joue une solidarité naturelle, congénitale. La révolution a fait revivre l'appartenance de l'Algérie au monde arabe qui a toujours apporté un soutien sans défaillance; elle s'inscrit dans le vaste mouvement de réveil du nationalisme arabe, dont le FLN représente l'aile progressiste et révolutionnaire, allié privilégié de l'Égypte nassérienne et champion de la défense de la cause palestinienne. Cette solidarité s'est manifestée plus concrètement dans le cadre maghrébin; la Tunisie, siège du GPRA et base de l'ALN, fut directement mêlée au conflit, d'où les crises diverses qui en résultèrent, démontrant, comme devaient le faire encore plus durement les relations du futur État algérien avec le Maroc, que l'idéal d'unité politique maghrébine n'était pas encore réalisable.

Tel est le contenu essentiel d'un gros travail très documenté et foisonnant d'idées, parfois difficile à lire à cause de certaines maladresses dans la composition, où l'on relève de nombreuses répétitions; soulignons aussi l'existence de quelques fautes dans l'impression. Ceci dit, le livre de Slimane Chikh

est le fruit d'une puissante réflexion sur l'un des épisodes les plus dramatiques et les plus passionnants de l'histoire de la décolonisation.

Khaled BELKHODJA

*Département d'histoire
Université de Moncton*

UNION SOVIÉTIQUE

COHEN, Stephen F., RABINOWITCH, Alexander et SHARLET, Robert (Eds.). *The Soviet Union since Stalin*. Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1980, 352 p.

À l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la mort de Staline, l'Institut Russe et Est Européen de l'Université d'Indiana organisait une conférence sur le thème: « changement et continuité en URSS depuis Staline », rassemblant un certain nombre d'universitaires américains spécialistes de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

Les contributions s'inscrivaient dans quatre grands thèmes: la politique intérieure, l'économie, la société et la politique extérieure. Pour l'ensemble de ces thèmes, la question posée était de savoir dans quelle mesure le stalinisme est encore présent ou non dans ces grands domaines et quels ont été les effets de la destalinisation, d'abord sous Khrouchtchev, puis sous Brejnev.

Dans le domaine de la politique intérieure, la destalinisation a été effective au sommet de la hiérarchie politique – bien que quelque peu différente sous Khrouchtchev et Brejnev. Par contre, on peut constater une forte résistance au changement aux niveaux intermédiaires de la bureaucratie – de la technocratie – Pourtant d'autres manifestations extérieures se sont maintenues, bien qu'ayant une signification totalement différente hier et aujourd'hui, telle la nécessité de personnalisation du pouvoir. Si Khrouchtchev était plus près de Staline dans ce domaine, il est évident que la mise en avant de M. Brejnev ne saurait

en aucun cas signifier un retour au culte de la personnalité, dans la mesure où les grandes décisions politiques sont essentiellement collectives.

Sur le plan des institutions, la Constitution de 1977, rapportée à celle de 1936, est un excellent instrument d'analyse des changements intervenus depuis la période stalinienne. La Constitution de 1977 s'inscrit en effet dans la grande tradition légaliste de l'URSS visant à codifier chacune de ses actions. Mais elle montre également les limites que M. Brejnev a voulu donner à la destalinisation. Par la façon dont elle a été préparée et discutée avant la publication du texte définitif, la Constitution de 1977 marque une étape importante dans la volonté de relative décentralisation des prises de décisions. L'objet de ce texte est donc de légaliser toute la réalité socio-politique de l'URSS et de marquer les limites de son évolution possible. Enfin, il est certain que M. Brejnev aura voulu laisser derrière lui son propre apport à l'État soviétique. Et l'on pourrait ajouter que faute d'avoir pu ou voulu actualiser l'idéologie marxiste-léniniste, M. Brejnev a choisi de rester dans l'Histoire comme un légaliste, comme le père de la « société socialiste développée ».

Dans le domaine de la structure économique par contre, les changements paraissent moins nets par rapport au stalinisme. Ainsi, dans le domaine de la planification, même si l'on insiste plus sur la production des biens de consommation, la place du plan dans l'ensemble du système est restée intacte. De même dans l'agriculture, si des progrès considérables ont été effectués depuis la mort de Staline, ce secteur n'en demeurera pas moins le point faible de l'économie soviétique sous Khrouchtchev et sous Brejnev. Pourtant l'Ouest ne doit plus parier sur la poursuite de cette faiblesse, car en investissant dans le secteur agro-alimentaire comme le font actuellement les Soviétiques, l'URSS pourrait être, plus rapidement qu'on ne le pense, auto-suffisante dans ce domaine (p. 151).

Transcrite en termes sociaux, cette stabilisation et l'amélioration, malgré tout, du niveau de vie et de la consommation génère plus d'insatisfaction que de satisfaction auprès des

« classes moyennes » – ou plus exactement de cette couche sociale qualifiée en URSS « d'intelligentsia ». Cette catégorie est en effet plus consciente que d'autres, de l'amélioration de la situation générale du pays mais également de la lenteur sinon de la stagnation des progrès.

En fin de compte, dans tous les domaines la situation interne de l'URSS peut être qualifiée, par rapport à l'ère stalinienne, de plus libérale et plus égalitaire mais également productrice d'une certaine morosité.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la politique extérieure de l'URSS. Dans l'exposé général de cette question, on constate que la destalinisation n'a en fait pas atteint ce domaine.

De Lénine à Brejnev, la politique extérieure soviétique a toujours été constituée par une alternance de phases de tension et de détente et Staline, plus que tout autre, a toujours refusé de « risquer la sécurité de l'URSS pour des objectifs révolutionnaires lointains » (p. 280). Pourtant, il n'est pas question ici de l'apport de Staline lui-même à la théorie de la coexistence pacifique, que ce soit dans son dernier ouvrage les *Problèmes économiques du Socialisme en URSS* ou dans le rapport général du PCUS au XIX^{ème} Congrès (1952) – présenté par G. Malenkov mais nécessairement avec l'accord de Staline. Cela dit, il est bien évident qu'on ne peut pas encore parler, à cette époque, de mise en pratique de la coexistence pacifique et les auteurs de cette partie insistent à juste titre sur l'interaction de l'environnement international et la conduite de la politique extérieure soviétique. Par ailleurs, il faut toujours être extrêmement prudent lorsque l'on veut dire que « l'URSS a changé » dans la mesure où Moscou a toujours été à même de mettre en veilleuse certains aspects de sa politique étrangère en fonction des nécessités de l'environnement international sans pour autant renier sa ligne générale.

À partir de cette analyse générale de la politique extérieure soviétique, quatre analyses géographiques ont été présentées. Une première analyse insiste sur la transformation, au cours des 25 dernières années, de l'URSS

de puissance continentale (régionale) en une puissance mondiale, ce qui augmente d'autant les risques de confrontation entre l'URSS et les États-Unis, notamment en raison de la multiplication des lieux d'affrontement possibles.

Sur la question de l'Europe de l'Est, les relations de l'URSS avec ses alliés sont passées d'un type coercitif sous Staline à une plus grande souplesse au cours des vingt dernières années, laissant une certaine autonomie, mais une autonomie dans des limites très précises, à ces pays. Et ce, sous la double action d'une certaine désagrégation du mouvement communiste international et d'une forte pression maintenue sur ces pays par le biais du CAEM et du Pacte de Varsovie.

Le seul domaine qui se soit véritablement détaché du stalinisme est la politique à l'égard du Tiers-Monde. Inexistante en théorie et en pratique, l'action de l'URSS dans le Tiers-Monde ne prend une place essentielle qu'à la fin des années 1960. Mais, dans ce domaine encore, les Soviétiques font preuve d'un grand sens de l'opportunité exploitant chaque fois que cela a été possible les erreurs des pays occidentaux dans le Tiers-Monde, préférant mener dans ces pays une politique de « coexistence compétitive » (p. 331) à une politique de coexistence pacifique.

L'intérêt de cet ouvrage est double. Il donne tout d'abord une vision globale de l'ensemble des problèmes de l'Union soviétique depuis 1953, à la fois dans les domaines politiques, économiques, sociaux, culturels et internationaux. L'autre intérêt est de constater que les auteurs, tous parfaitement documentés, ont réalisé un travail d'où les passions politiques sont absentes.

Jean-Christophe ROMER

Université de Strasbourg III, France

DUHAMEL, Luc: *Les Soviétiques et les voies de la révolution en Europe occidentale de Lénine à Brejnev*. Montréal – Paris, Les Presses de l'Université de Montréal – Éditions Anthropos, 1981, 291 p.

Le développement du phénomène euro-communiste dans certains pays d'Europe occidentale et au Japon a donné à l'auteur l'occasion de (re-) poser la question des moyens et méthodes de prise du pouvoir par les PC depuis Lénine.

À un moment où le marxisme-léninisme a été de nombreuses fois « révisé » depuis le début du siècle et où le mouvement communiste international ne répond plus aux critères d'unité et d'organicité qu'il avait à l'origine, il n'était pas inutile de faire le point sur cette question de la prise du pouvoir par les PC. Luc Duhamel a opté pour une vision que l'on pourrait qualifier de « russocentriste » en prenant comme modèle exclusivement ceux qui ont « fait » l'URSS, de Lénine à Brejnev.

La question qui se posera à chacun des dirigeants soviétiques sera donc de savoir si une prise de pouvoir révolutionnaire nécessite l'utilisation de la violence et dans le cas contraire, quelle forme non violente peut-elle prendre: illégale (grèves, manifestations) ou légale (parlementaire).

C'est entre ces trois termes qu'évoluera la pensée soviétique privilégiant tantôt l'une tantôt l'autre de ces formes en fonction des circonstances et des nécessités à la fois intérieures et extérieures. La ligne directrice de l'ouvrage est en effet de montrer qu'il n'existe pas de dogme immuable en ce domaine.

Parler d'une révision du Léninisme par ses successeurs devient dans ces conditions extrêmement difficile dans la mesure où l'on se rend compte que l'une des principales caractéristiques des conceptions de Lénine aura justement été une très grande capacité d'adaptation aux circonstances. Ainsi Lénine a-t-il privilégié tantôt les phases violentes, tantôt les phases non violentes mais n'a cependant jamais retenu les moyens légaux parlementaires comme étant applicables.